

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 233 – VENDREDI 7 NOVEMBRE 2014

PÂQUERETTE BUCOLIQUE

Je me souviens de vacances dans une ferme du Nord. J'aidais à battre le beurre, je ramenaient les vaches à l'étable...

Et je bavardais avec elles en les appelant par leur nom : Caroline, Daisy, Blanchette, Bernadette... J'aimais beaucoup Bernadette.

J'imagine le petit garçon : "Dis, Michel, comment qu'elles s'appellent tes mille vaches ?" ●

AGENDA MILITANT

→ 14 novembre

Marseille [Grande Guerre et au mouvement ouvrier dans les BdR](#)
[Les fusillés pour l'exemple](#)

→ 15 novembre

France [Non au budget d'austérité](#)



À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme**

[Quel modèle de protection sociale ?](#)

Pierre Khalfa

[À quoi nous sert le communisme ?](#)

Pierre Zarka

→ **Rencontres**

[Les enfants de la Rose verte](#)

→ **Humour, humeurs**

[Persifflage](#), Marc Pommier

Rémi est mort, La démocratie est en lambeaux

Douleur : un jeune homme est mort pour cause de grenades offensives, inscrites à la liste des armes utilisables par les CRS ou les gendarmes mobiles lors de manifestations, selon le décret sarkozyste n° 2011-794 du 30 juin 2011 relatif à l'emploi de la force pour le maintien de l'ordre public. Décret qui n'est toujours pas abrogé par le gouvernement socialiste.

Colère aussi : un crime a été perpétré sur les bords du Testet. Premier volet, le pouvoir a construit pas à pas, les conditions d'un affrontement. En effet, depuis fin août, les anti-barrage ont multiplié les alertes signalant la brutalité démesurée des interventions policières à l'encontre d'opposants non-violents installés sur le site¹. Cette violence calculée construisait le drame.

Mission accomplie, Monsieur Valls !, qui se félicitait le 6 septembre dernier d'avoir « tenu bon à Sivens ».

La démocratie écrabouillée est l'autre volet du crime, qui ne laisse au peuple que la voie de la désobéissance civique pour faire prévaloir sa souveraineté. Le projet tout entier de Sivens respire la manipulation et le mépris :

La Compagnie d'Aménagement des Côteaux de Gascogne a signé l'étude justifiant la construction du barrage, dont elle est... maître d'oeuvre ! En outre, elle commercialise du matériel d'irrigation...

L'élaboration du projet est vierge de toute concertation des associations environnementales et de protection des milieux aquatiques.

Présenté comme utile à 80 exploitations, le barrage n'est destiné qu'aux besoins des 20 fermes liées au lobby du maïs.

Parmi les oppositions cachées durant l'enquête publique, celle du Conseil national de protection de la nature.

Démocratie ? Le Conseil général du Tarn a refusé tout débat public, opposant pendant 61 jours un silence marmoréen aux grévistes de la faim qui réclament d'exposer leurs propositions alternatives.

Mépris, embrouilles, ces manières là sont consubstantielles à ces Grands Projets Inutiles et Imposés. Une vingtaine d'entre eux, achevés ou non, sont contestés dans tout le pays. Souvent comme à Sivens, ils se réclament de l'autorité de la chose votée, de plus en plus, comme à Sivens, ils trébuchent sur la souveraineté populaire en acte.



● **Catherine Destom-Bottin**

1. Voir les témoignages de la revue *Reporterre*.

Au-delà d'Ébola : "There is no alternative" ... à la mondialisation de la santé

À côté de l'urgence de stopper l'épidémie liée au virus Ébola, une autre urgence, entièrement passée sous silence jusqu'à présent, est de promouvoir le développement de services publics de santé et de systèmes de protection sociale partout et pour tous.

Repères Le virus Ébola

Maladie de type fièvre hémorragique
http://fr.wikipedia.org/wiki/Virus_Ebola

Modes de transmission :
contact direct avec les liquides organiques (sang, sperme, cyprine, excréments, salive)

Découverte : 1976
Début de l'épidémie :
décembre 2013, en Guinée
Au 31 octobre 2014 : 13 567 cas,
4 951 décès

Principaux pays concernés actuellement :
Guinée, Liberia, Sierra Leone

À propos de l'épidémie actuelle, lire :
http://fr.wikipedia.org/wiki/Épidémie_de_maladie_à_virus_Ebola_en_Afrique_de_l'Ouest_en_2014

Le monde a peur ! Les grands médias ne cessent d'agiter, depuis des mois, le spectre du débarquement sur nos côtes du virus Ébola et d'un emballement de la transmission. La médiatisation joue un rôle crucial : d'un côté des soignants en combinaisons imperméables et des structures de prises en charge ultrasécurisées, de l'autre on lit que des médecins ont été contaminés et que plusieurs membres de Médecins sans frontières sont décédés. La confusion est grande : on craint que les mesures, même draconiennes, n'aient pas d'effets. D'ailleurs, tout le monde est surpris lorsque le Sénégal et le Nigeria parviennent à stopper l'épidémie commençante sur leur territoire.

L'échec de l'OMS n'est pas le résultat d'une méconnaissance du virus, ni d'une incurie. Il est le produit du désengagement honteux des pays les plus riches de son financement.

Sur les plateaux de télévision, deux discours se succèdent, quand ils ne se font pas face. Vis-à-vis du plus grand nombre, les plus "alarmistes" ont toujours "raison" quand il est question d'une nouvelle peste, car on a toujours "raison" d'avoir peur et de faire peur lorsque surgit une hécatombe que l'on ne sait pas soigner facilement. Et pour cause, l'épidémie galope d'une région à l'autre, elle aurait commencé à enjamber les océans et menace d'envahir les métropoles des pays riches. Son invisibilité relative semble rendre impossible une maîtrise par l'homme. L' "optimiste" tente de faire entendre une autre approche : Ébola se caractérise par une faible propension épidémique, des mesures de prévention sérieuses permettent de contrôler les risques de transmission ●●●

●●● et une bonne prise en charge permet de vaincre la maladie, comme le montre le cas de cette infirmière soignée à l'hôpital Cochin et ressortie guérie... Avec une veille en temps réel et des structures de prises en charge efficaces, il est possible de stopper la maladie et d'éviter un phénomène planétaire.

Faiblesse de l'OMS : pourquoi ?

Reste que les limites de la mobilisation actuelle sautent aux yeux. Les faiblesses de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont pointées par tous. Échec de la surveillance de l'épidémie : on connaît l'existence du virus Ébola depuis une quarantaine d'année, des cas ont été révélés, mais les systèmes de surveillance épidémiologique n'ont pas permis de mesurer suffisamment rapidement le pic qui a engagé la phase actuelle de propagation élargie du virus. Or, il est décisif de disposer d'outils performants d'observation, qui conditionnent la mobilisation, en prévention comme en soins.

C'est d'ailleurs l'apparition d'un risque sur le territoire américain qui a sonné l'alarme et provoqué une mobilisation. On comprend très bien ce que cela veut dire : les Africains des quelques pays concernés auraient pu continuer à crever en silence, plus ou moins pris en charge par quelques rares Organisations non gouvernementales (ONG) présentes en continu sur le terrain. Il est horrible de constater que c'est la mondialisation de la maladie qui contraint les pays riches à se bouger (un peu).

De fait, l'échec de l'OMS n'est pas le résultat d'une méconnaissance du virus, ni d'une incurie. Il est le résultat d'une force de frappe beaucoup trop faible pour qu'elle soit capable en temps réel de mettre en œuvre des stratégies efficaces. Il est le produit du désengagement honteux des pays les plus riches de son financement, à propos duquel

**Plus que jamais
dans l'histoire
de l'Humanité,
les infections
contaminantes
circulent d'un pays
à l'autre et chahutent
les institutions.
L'actualité locale
d'une maladie est
devenue l'affaire de tous.
Face au virus Ébola, il n'y
a qu'un seul monde.**

les alertes n'ont pas manqué depuis des années. Or, des stratégies efficaces existent dans les tiroirs où l'on place les rapports des spécialistes de ces questions parce que les moyens de les mettre en œuvre n'existent pas.

Limites de l'humanitaire

Les ONG présentes sur place ont à la fois la confiance d'une partie

des acteurs locaux du fait de leur implantation durable et une expertise en matière de gestion d'hécatombes épidémiques et de drames humains. Cependant, leurs forces de frappe n'ont aucune commune mesure avec la mise en œuvre de politiques publiques globales, articulées au niveau des régions africaines, à chaque niveau national et au niveau local. Leurs interventions sont vitales lorsqu'advient l'épidémie visible : elles alertent, elles concentrent des moyens, elles interviennent auprès des personnes et sauvent des vies, elles interpellent les institutions internationales et les agences de l'ONU se trouvent ainsi en situation d'exiger des États membres les moyens qui faisaient précédemment défaut. Mais, dès lors que l'épidémie se stabilise ou paraît être en voie d'être maîtrisée, elles servent de cache-misère et permettent, le plus souvent, de revenir au fonctionnement habituel du système onusien : pas de drames visibles, pas de drames qui risqueraient de nous toucher directement, pas de mobilisation.

C'est le paradoxe des interventions humanitaires qui se trouve une nouvelle fois souligné : utiles concrètement pour les victimes, utiles dans la crise, utiles dans le secret quand la crise s'est éloignée, elles ne peuvent en rien suppléer à l'existence de dispositifs généraux de veille sanitaire, de prévention et de santé. On peut d'ailleurs se demander si la focalisation sur les événements sanitaires n'est pas une manière d'oblitérer les besoins de santé de tous et en général. ●●●

●●● Dans le "que faire ?", à côté de la mobilisation onusienne auprès des États concernés et de l'intervention humanitaire, les discours en Europe et aux États-Unis paraissent globalement assez désorientés. Parmi les États riches, beaucoup tardent à mobiliser les moyens demandés par l'OMS et s'attachent à orienter les fonds vers les besoins propres de leur population. Cela au lieu d'accepter que c'est l'intérêt commun de toute la société-monde qui doit gouverner les décisions, et que c'est d'ailleurs leur intérêt bien compris d'être partie prenante de victoires contre l'épidémie. Les politiques sont focalisés sur leurs propres effets d'annonce : c'est particulièrement vrai aux États-Unis, avec le poids de la mise en scène médiatique de la peur et de son corollaire important, le registre sécuritaire. Pendant ce temps, c'est Cuba qui envoie plusieurs centaines de médecins en Sierra Leone - des médecins préalablement formés aux procédures anti-Ébola sous la supervision de l'OMS -, dans la continuité d'un engagement historique du pays à soutenir la formation de médecins appelés à exercer dans les pays africains.

Le lepénisme à la peine

Notons tout de même que les solutions sécuritaires sont plutôt battues en brèche. Fermer les frontières, interdire les avions, expulser les ressortissants où l'épidémie est dynamique... bref, dresser des murs en croyant ainsi se protéger n'apparaît pas, ou plus, comme une solution. Dans l'adversité d'un fléau sanitaire peuvent ainsi se produire

des accélérations dans l'évolution des représentations du monde et dans les stratégies politiques qui, dès lors, ont droit de cité. On devient ainsi capable de distinguer la nécessaire quarantaine de personnes potentiellement atteintes, dans un cadre médical strict et selon des protocoles précis, de mesures de police que les politiques les plus rétrogrades auraient pu porter, il y a encore une vingtaine d'années, avec succès.

**Jamais
les stratégies politiques
d'émancipation
ne se sont situées sur
des terrains aussi fertiles
que celui de la bonne
santé, c'est-à-dire
de la qualité de vie
pour tous et partout.**

Ainsi, Marine Le Pen est inaudible quand elle propose de rompre les liaisons aériennes avec les pays concernés et de diminuer ainsi, croit-elle, de 75 % les chances de contamination dans les jours suivants. De fait, dans les jours suivants son intervention, le malheur qu'elle avait annoncé n'a pas eu lieu. Quant à son père, Jean-Marie Le Pen, qui évoquait en mai et juin 2014 « *Monseigneur Ébola* » comme moyen de « *régler en trois mois la problématique de la surpopulation mondiale et le risque de submersion de la France par l'immigration* », il paraît

juste occupé à alimenter sa liste des ignominies recuites.

Il n'en reste pas moins qu'on peut s'interroger sur la politique de l'Union européenne quand elle nomme à la coordination de la lutte contre Ébola pour l'UE le chypriote Christos Stylianides, un partisan des politiques d'immigration les plus régressives dans son pays.

Au-delà de la crise, un seul monde

Au-delà de la gestion de la crise, c'est-à-dire du débat sur les mesures à prendre immédiatement dès lors que l'épidémie est déclarée dans plusieurs pays, il est plus que temps de mettre sur le tapis l'insuffisante mobilisation de l'industrie pharmaceutique, des organismes internationaux et des États en matière de recherche vaccinale. Le virus Ébola a été découvert il y a près de quarante ans et il ne s'est rien passé en matière de recherche, alors même qu'on le sait très dangereux et facilement transmissible. Comme pour bien d'autres maladies orphelines ou rares, le privé ne s'y est pas intéressé en raison du manque de gains possibles à la clef. Le public n'a pas financé les recherches nécessaires, et les États n'imposent rien au privé en matière d'investissement face aux maladies non rentables. Le résultat concernant Ébola est évidemment calamiteux, et il est reproductible.

Cependant, on peut aller beaucoup plus loin. Ce que la crise Ébola révèle en effet, ce n'est pas seulement la passivité des États riches face à des maladies ●●●

●●● dont il est connu qu'elles peuvent prendre une dimension épidémique, et ce n'est pas seulement l'insuffisance de mobilisation face à l'urgence ou pour la recherche vaccinale. Nous avons devant nous le fait que, plus que jamais dans l'histoire de l'humanité, les infections contaminantes circulent d'un pays à l'autre et chahutent nos institutions les plus sûres. Face au virus Ébola, il n'y a qu'un seul monde, au regard de ce que sont les déplacements et les mobilités des individus désormais. Et c'est aussi que l'actualité locale d'une maladie est devenue, du fait du système médiatique, l'affaire de tous.

Ainsi, dans le monde actuel, on ne peut plus se désintéresser de la santé de l'autre. On ne peut plus ignorer la corrélation étroite entre les conditions de vie et les épidémies : « *Avec la mondialisation, les gens se déplacent très rapidement, vivent dans des grandes villes et dans des conditions sociales très précaires* », explique à *Politis* l'épidémiologiste Antoine Flahault. On ne peut plus ignorer le lien entre les régimes politiques en place et les capacités à résister aux fléaux sanitaires : « *À Monrovia, la population a connu des années de guerre civile et a perdu toute confiance en ses autorités, y compris en matière de santé. Tandis qu'à Lagos, quand quelques cas d'Ébola sont apparus, l'ensemble de la communauté a organisé une prise en charge immédiate, adaptée et efficace.* » Tout un champ de réflexion sur la conception des luttes devrait s'ouvrir, incluant le lien nécessaire entre démocratie et développement.

Du compassionnel à l'émancipation

Mais ce n'est pas tout. Le vrai sujet, au-delà d'Ébola, c'est la question des systèmes publics de prévention sanitaire et de santé partout dans le monde, et leur corollaire : le besoin de systèmes de protection sociale capables de permettre à chacun d'être pris en charge. C'est un immense défi politique : un nouvel internationalisme ne peut plus seulement se concevoir comme une façon de combattre l'impérialisme des

Faire naître des services publics de santé et des systèmes de protection sociale nécessite des moyens considérables qui ne peuvent provenir que de la mobilisation des richesses aujourd'hui accaparées par quelques-uns.

plus riches et leur propension à semer la guerre sur tous les continents ; il doit embrasser les enjeux de transformation en positif, à partir des réalités concrètes qui sont sous nos yeux. Or, jamais les stratégies politiques d'émancipation ne se sont situées sur des terrains aussi fertiles que celui de la bonne santé, c'est-à-dire de la qualité de vie pour tous et partout.

L'une des première fois où ont pu

s'énoncer des enjeux globaux en matière de santé et de prise en charge médicale, dans le contexte nouveau de la mondialisation, a été la lutte contre le sida. Les conférences internationales d'ONUSIDA ont été à cet égard des lieux extraordinaires d'exigences de la société civile (associations, mais aussi soignants engagés) d'un au-delà de la lutte contre un virus, le VIH, et de mise en cause à la fois des représentations sociales discriminantes et des intérêts économiques dominants (de l'industrie pharmaceutique). Tout un pan de mobilisations extra-sanitaires s'y est structuré pendant des années, à côté du champ des avancées de la recherche et des spécialités médicales. Mais ces idées sont restées dans des cercles restreints et spécialisés, et malheureusement aucune des forces politiques ou sociales à ambition large ne se les est appropriées.

Pour passer ainsi d'un registre essentiellement compassionnel et humanitaire à un registre de solidarité et d'émancipation, plusieurs pistes peuvent être énoncées. Tout d'abord, rompre - et ce n'est pas une mince affaire -, avec une conception de la coopération et de "l'aide au développement" où dominant, à la fois et selon les moments, une approche impérialiste - qui monnaie l'aide, politiquement et économiquement - et une approche purement communicationnelle - survendre ici des efforts marginaux là-bas.

Transformer le rôle des institutions internationales

En second lieu, lever le masque qui fait croire, par exemple, qu'à travers ●●●

●●● les coopérations décentralisées existantes entre collectivités du Nord et collectivités du Sud, on contribuerait déjà significativement au développement du Sud. Certes, ces coopérations ont le mérite d'expérimenter des projets solidaires concrets. Mais d'une part ils provoquent des débats récurrents sur leur utilité et aussi sur les risques de gabegie, d'autre part ils donnent bonne conscience, faisant écran à ce que la question des échelles et des ambitions soit posée de front.

Faire naître des services publics de santé et des systèmes de protection sociale nécessite des moyens considérables qui ne peuvent provenir que de la mobilisation de richesses aujourd'hui accaparées par quelques centaines de milliers de super-riches de par le monde. Ainsi, il est parfaitement légitime de retourner le « *There is no alternative !* » de Margaret Thatcher : "There is no alternative" à la mondialisation de la solidarité, de la santé et de la Sécu.

En troisième lieu, on ne peut pas penser l'émancipation de quiconque à sa place et il faut donc prendre garde à ne pas plaquer nos solutions, même les plus "progressistes" ou "émancipatrices", sur des sociétés différentes. Cela signifie qu'il faut partir du soutien à toutes les forces : institutions publiques, mais aussi forces

sociales et citoyennes, communautés villageoises, traditions coutumières, etc. Ce sont elles qui peuvent trouver des solutions adaptées.

Il est parfaitement légitime de retourner le « *There is no alternative !* » de Margaret Thatcher : "There is no alternative" à la mondialisation de la solidarité, de la santé et de la Sécu.

Pour autant, on ne peut plus s'en tenir à des logiques d'aides, qui concernent toujours la marge des besoins. Si l'on se fixe comme objectif l'accès généralisé dans le monde aux moyens de prévenir, soigner et accompagner les malades dans des conditions dignes et égalitaires, alors le rôle des institutions internationales doit être profondément transformé et élargi. Transformé, et notamment démocratisé, pour en finir avec la domination des plus riches. Élargi, pour leur donner des pouvoirs de contraintes sur le secteur privé. Cela conduit à étendre les idées de taxes sur

les transactions financières, qui, dans les projets de leurs promoteurs, ne concernent souvent que le projet d'affecter les recettes aux États à l'intérieur de l'Union européenne. Mondialiser de telles taxes et mondialiser l'usage de leurs produits, c'est dé-privatiser une partie de la richesse mondiale pour la mettre au service de la société. Ce sont certes là des batailles au long court, avec leur part d'utopie au bon sens du terme : elles nécessitent que le champ des possibles soit transformé par la mobilisation de la société civile ; mais, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans un pays exsangue, la Sécurité sociale n'était-elle pas une utopie ?

De fait, aucune force politique n'a fait jusqu'à présent de ces enjeux cruciaux une bataille participant à structurer une identité politique qui dépasse les frontières. Une erreur serait d'attendre d'avoir fédéré les organisations de différents pays avant de construire une intervention politique sur ces enjeux. C'est l'inverse qui peut se passer : que l'investissement dans ce domaine, qui n'a aucun préalable, produise des effets de rapprochements au-delà des frontières.



● Gilles Alfonsi

Le parti des communistes ?

On dit parfois que les “ex” du PCF constituent le plus grand parti de France. C’est sans doute inexact du seul point de vue du nombre, et ça l’est plus encore si l’on cherche à donner un sens aux mots que l’on emploie. Cela dit, cela représente beaucoup de monde. Roger Martelli nous apprend qu’à son point le plus élevé, le PCF comptait 580 000 adhérent-e-s. L’effectif n’était pas bien stable, on entraînait et on sortait, et beaucoup de gens “passaient” par le Parti communiste. Cela concerne bon nombre de lecteurs et de lectrices de *Cerises*. Bon nombre de celles et ceux qui y contribuent aussi. Mais cela ne fait pas un “parti”.

Reste que nous sommes depuis longtemps dans une période où il y a beaucoup de communistes hors de ce parti. La quasi synonymie entre “communiste” et “membre du Parti communiste” a fait long feu. Ce n’est pas vraiment une nouveauté - et même, depuis les années 20, c’est une banalité. Mais cette banalité a pris de l’ampleur. Et elle doit nous faire réfléchir. Si les “ex” ne constituent pas “le plus grand parti de France”, c’est d’abord parce qu’ils et elles ne constituent pas un “parti”. Beaucoup, bien sûr, ont cessé d’être communistes, c’est-à-dire de se revendiquer comme tel-le-s, même si ce n’est pas forcément en changeant purement et simplement de bord. Mais parlons de celles et ceux pour qui le communisme reste un choix politique essentiel, et dont la rupture avec le PCF n’a pas été une rupture avec le communisme. Nous sommes un bon nombre dans ce cas.

Pour l’essentiel, on ne peut prétendre militer en restant dans son coin. Il n’y a vraiment de politique qu’à l’intérieur de collectifs militants, à l’intérieur de groupes plus ou moins organisés. Et dès que l’on évoque

l’organisation, on entre dans la complexité. À diverses reprises, dans l’histoire du communisme, la question a été posée, sans être toujours résolue de la même manière : les communistes doivent-ils et doivent-elles être organisés-e-s entre eux et elles, ou avec d’autres ? De ce point de vue, les choses sont aujourd’hui plutôt claires, sans qu’il soit besoin de trop en disserter : l’idée d’un “parti des communistes” n’est plus guère adaptée à notre temps. Pas seulement parce que la forme-parti doit être critiquée et dépassée, mais parce que les forces qui, concrètement, militent pour le dépassement du capitalisme et de toutes les dominations sont diverses, et parfois étrangères à l’idée même du communisme. Et que c’est avec elles qu’il nous faut travailler.

Les forces qui, concrètement, militent pour le dépassement du capitalisme et de toutes les dominations sont diverses, et parfois étrangères à l’idée même du communisme. Et c’est avec elles qu’il nous faut travailler.

L’essentiel est, fût-ce par des voies différentes, à travers des réflexions différentes, avec des cultures éventuellement différentes, d’aller dans la même direction. C’est l’un des enjeux du Front de gauche, et c’est l’un des enjeux d’Ensemble. Ensemble est à cet égard un objet bien singulier. On y trouve des communistes aux divers parcours, dont beaucoup (la plupart sans doute) ne sont jamais passé-e-s par la case PCF. On y trouve aussi des militant-e-s que nous n’hésiterions pas à qualifier de communistes si eux et elles-mêmes ne refusaient cette qualification. Ce ne sont peut-être pas les conditions idéales pour faire avancer les débats idéologiques, mais elles sont très favorables. Débarrassé-e-s de la gangue des mots, il est possible d’avancer dans les réflexions sur le fond des choses. C’est le prix à payer, et il n’est pas très élevé, pour que les communistes jouent, avec leur propre boussole, leur rôle dans la construction d’une hégémonie nouvelle.



● Laurent Lévy

Cracher sur le communisme ?



Les ex-communistes -
éloge de l'infidélité
Maurice Goldring
Le bord de l'eau,
collection Clair & net
91 p, 10 €

Maurice Goldring consacre un livre à sa détestation du communisme, des communistes et des anciens communistes. Lui se dit « *ex-communiste* », et c'est la seule étiquette qui trouve grâce à ses yeux car les ex-communistes, eux, crachent sur leur passé. Contre les militants qui ne veulent voir dans le combat communiste qu'un idéal merveilleux, éventuellement perverti, lui ne considère que les barbelés et les cadavres du XX^e siècle. Pour avoir été membre du PCF de 1950 à 1981, il formule son autocritique : il a joué les procureurs, à l'époque où les grands procès stalinien en URSS « *se révéraient en petits procès dans les fédérations et les cellules* » du parti français.

L'auteur se veut conseil de ceux de son âge : il souhaite, écrit-il, les accompagner pour la préparation de leurs oraisons funèbres. Le but serait de rompre avec les discours qui enjolivent la réalité, et de produire après la mort de l'un ou l'autre des effets de vérité : « *Vous comprenez la difficulté de l'entreprise : devant la tombe d'un ami, vous dites qu'il a été complice des massacres parmi les pires du XX^e siècle* ». Certes, le ton est ironique... mais notons que la proposition n'en est pas moins de réserver aux seuls communistes une forme de châtiement au-delà de la mort. L'argumentaire du livre tient en quelques

mots et il ressemble à l'image du communisme renvoyée dans les grands médias dans les années 90 : les communistes - les communistes en général, d'ici et de partout, les communistes comme une espèce unique - ont « *été les complices des bourreaux des peuples* ». Dans son « petit livre noir du communisme », il faut attendre la page 80 d'un livre qui en compte 91 pour que l'auteur établisse une différence entre les régimes du « *socialisme réellement existant* », où la punition était le goulag, et le PCF, où la punition sévère était l'exclusion.

En fait, l'auteur est « *énervé* » : par Alain Badiou et Slavoj Zizek, par le Che, par le cinéaste Ken Loach et par Bobby Sands, par Jean Ferrat et même par Gérard Philippe... Il trouve scandaleux que des communistes aient exprimé la souffrance qui a été la leur, découvrant et reconnaissant les massacres et les famines stalinien. Et de moquer « *le cœur d'Aragon [qui] saignait, une véritable hémorragie* ». L'auteur tente cependant de récupérer Nelson Mandela, « *réformiste devant l'éternel* » : on lui suggère de lire les mémoires du Grand Lion, dont le rapport au communisme fut particulièrement riche et durable... N'avons-nous pas appris d'ailleurs, et sans surprise en ce qui nous concerne, que Mandela a été membre de la direction clandestine du PC sud-africain durant de nombreuses années ? Pour en faire un social-démocrate, il faut se lever tôt !

Désormais, et peut-être surtout, Maurice Goldring revendique son adhésion au réformisme social-démocrate, prenant plaisir, semble-t-il, à se faire traiter de traître (on a les plaisirs qu'on peut !) : « *Les re-*

pentis du stalinisme lèguent leur vie à la raison et à la social-démocratie douce, à la politique paisible du compromis et des dialogues, à l'intérêt général. » On apprend en définitive que le réformisme a installé des États providence et des sociétés apaisées.

Dans sa version des réalités de la société française, l'auteur gomme entièrement ce qu'ont été le mouvement ouvrier et l'apport du communisme incarné par le PCF au « *modèle social* », aux droits sociaux... Puis la révision de l'histoire continue : après avoir vomi sur les communistes sur des dizaines de pages, l'auteur se met à déplorer que sociaux-démocrates et communistes aient été des ennemis jurés – comme si l'histoire politique de feu la gauche n'avait pas été, plutôt, celle d'une passion, faite d'amour et de haine, d'alliance et de division, de conflits et de compromis... De fait, passer son temps à faire des communistes des assassins conduit logiquement à ignorer cette réalité incontestable : depuis bien longtemps, en France, la social-démocratie n'a jamais conquis seule le pouvoir. Il lui fallait les communistes.

Reprenant enfin à son compte la comparaison entre nazisme et communisme, Maurice Goldring dérape : « *N'est-il pas pire de massacrer les peuples au nom du bonheur qu'au nom de leur malheur ? (...) quelle est la différence entre l'inceste et le viol ? Le viol est un acte de haine, alors que dans l'inceste, le père affirme aimer sa fille.* » D'abord sarcastique, le livre finit sordide.



● Gilles Alfonsi



La guerre par Otto Dix

Transfiguration de la guerre

Une bonne partie de l'histoire de la poésie a, depuis ses origines, partie liée avec la guerre. Il est assez commun de considérer que les débuts de la poésie écrite sont liés à l'épopée qui est toujours un chant de guerre. *L'Epopée de Gilgamesh*, composée à Sumer vers la fin du III^e millénaire avant J.C., et gravée en pictogrammes sur des tablettes d'argile, est un des plus anciens textes connus de l'humanité... *L'Illiade* et *l'Odyssée*, d'Homère, inspirées par la Guerre de Troie, en sont aussi des exemples illustres. Comme *La Chanson de Roland*, pour la poésie française, attribuée à un certain Turold. Écrite au XII^e siècle, elle relate des événements censés s'être produits trois siècles plus tôt : la bataille entre les peuples de Roland et les milices vasconnes ou gasconnes (et non sarrazines) qui les auraient décimées. Peut-être cette célèbre épopée répondait-elle à un objectif politique : réécrire l'histoire en transformant une lutte territoriale et féodale en un combat contre les Arabes, afin de justifier les croisades.

Ainsi, longtemps les poètes ont chanté la guerre. « *Depuis six mille ans la guerre / Plait aux peuples querelleurs, / Et Dieu perd son temps à faire / Les étoiles et les fleurs.* », écrivait Victor Hugo.

C'est que les poètes ont toujours, plus ou moins, épousé les passions de leurs contemporains. Longtemps, ils ont parlé au nom de leur société. Ce qui ne les empêchait pas, dans le même temps, d'en dire les misères et les horreurs.

Comme à travers la plainte d'Andromaque, dans *l'Illiade* (« *Ô mon époux, tu as perdu l'existence bien jeune et tu me laisses veuve dans le palais !* ») Et nous ne savons rien des cris déchirants qu'ont dû lancer les poètes troyens. (C'est Mahmoud Darwich qui se définissait comme un « *poète troyen* ».)

Longtemps les poètes ont donc aussi héroïsé la mort.

Péguy, qui fut l'une des premières victimes des combats de 14-18, dans son

dernier long (interminable) poème, *Eve*, psalmodie :

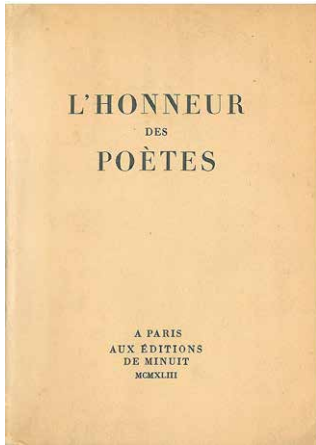
« *Heureux ceux qui sont morts dans les grandes batailles
Couchés dessus le sol à la face de Dieu
Heureux les épis mûrs et les blés moissonnés.* »

C'est évidemment une définition du bonheur qu'il nous est difficile de partager... Malgré l'estime que j'ai pour le poète, cette sorte de fanatisme mystique n'est pas si éloignée de celui des jeunes combattants de Daech, heureux à l'idée de rejoindre le paradis d'Allah...

En dépit de son « *Dieu que la guerre est jolie* » et de son enthousiasme lyrique pour les feux d'artifice de l'artillerie, Apollinaire nous touche beaucoup plus quand il écrit : « *Si je mourais là-bas sur le front de l'armée*

*Tu pleureras un jour ô Lou ma bien-aimée
Et puis mon souvenir s'éteindrait comme meurt*

*Un obus éclatant sur le front de l'armée
Un bel obus semblable aux mimosas en fleur* »

L'édition originale de 1943¹.

●●● La Première Guerre mondiale est peut-être le premier moment où s'affirme un courant pacifiste en poésie. C'est évident en Allemagne, chez les expressionnistes. Aussi en Angleterre, avec les *War poets*. Moins connu en France où les poètes pacifistes ont été mis sur la touche. Mais ils ont existé. Je pense en particulier aux anciens "unanimistes" du groupe de l'Abbaye, qui se sont rassemblés autour de Romain Rolland et ont publié l'anthologie des *Poètes contre la guerre*, à Genève (avec Charles Vildrac, Luc Durtain, Georges Duhamel ou René Arcos qui devait diriger la revue *Europe* après-guerre). Le pacifisme de ces poètes qui refusèrent la tuerie et le chauvinisme n'a pas toujours été un refus systématique de prendre les armes. Ainsi, le jeune poète Paul Vaillant-Couturier, qui fut un soldat héroïque et médaillé, est devenu révolutionnaire pendant la guerre, dont il rapporta les paroles de la "Chanson de Craonne". Et il fonda l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC), avec Barbusse et Raymond Lefebvre.

Au moment de la montée du fascisme et de la Deuxième Guerre mondiale, des hommes et des femmes (et parmi eux des poètes) profondément pacifiques entrèrent aussi en Résistance.

C'est ce que dit le très beau poème de Desnos, publié dans *L'Honneur des poètes*, de façon clandestine, en 1943 : « *Ce cœur qui haïssait la guerre voilà qu'il bat pour le combat et la bataille ! !*

Ce cœur qui ne battait qu'au rythme des marées, à celui des saisons, à celui des heures du jour et de la nuit, / Voilà qu'il se gonfle et envoie dans les veines un sang brûlant de salpêtre et de haine... »

C'est qu'il faut parfois prendre les armes pour en finir avec les armes. Et contre la violence, il n'y a parfois pas d'autre solution que la violence. La haine est parfois nécessaire, comme le soulignait le philosophe Georges Labica.

Ce qui peut conduire à retrouver le ton de l'épopée et de la poésie du combat, lequel procure aussi une forme de bonheur, ou tout du moins de plaisir.

Le Che (qui fut aussi poète) le dit dans certaines de ses lettres.

Et tous ceux qui ont l'habitude de se battre le savent.

On aurait tort de penser que cela appartient à l'Histoire passée et que nous en sommes pour toujours quittes. Le monde n'en a visiblement pas fini avec la guerre et la violence.

Mais il convient évidemment de ne pas perdre le but de vue. Qui est l'humanité. (Au sens de cette qualité pour l'instant mal partagée mais qui devrait justement caractériser le genre humain.)

Quand ils se battaient, les Résistants le faisaient au nom de la vie. Jamais les révolutionnaires n'ont crié « *Viva la muerte !* »

Dans une conférence prononcée en 1946 à Londres, Paul Eluard disait que la poésie véritable résidait dans tout ce qui refuse le visage innommable de la mort. Il avait raison. Depuis Orphée descendant aux Enfers pour y arracher Eurydice, la poésie est toujours un combat contre la mort et l'oubli.

Bien sûr, à voir l'état du monde et les guerres qui se mènent au nom de la religion (mais en fait pour le partage du pouvoir et du pétrole), on peut douter que nous soyons bien partis dans la voie de la réalisation de cet idéal poétique et humain.

Beaucoup en déduisent que la violence est décidément dans la nature de l'homme. Pourtant, sa nature est justement d'essayer de s'arracher à la violence des lois de la nature. Et, même si cela ne se fait pas sans mal, ni sans rechute, l'humanité malgré tout progresse. Et nous ne devons pas en désespérer.

Croire en l'homme est un acte de foi des plus difficiles, mais il est nécessaire. La religion du futur est la plus malaisée, mais elle est vitale.

● Francis Combes



¹. Anthologie rééditée cette année conjointement par le Printemps des Poètes et les éditions du Temps des Cerises, à l'occasion du 70^e anniversaire de la Libération et de la victoire contre le nazisme (Ndlr).

Actions citoyennes contre profits et “mort sociale”



À g. rando sur une île (Photo ACU), à dr. marche funèbre du collectif citoyen à Belle-Île (G. Alda lekiosquejaune.wordpress.com).

Beauté des îles bretonnes... Mais, au quotidien, c'est la survie des populations locales qui est en question. L'augmentation des tarifs des transports maritimes, essentiels sur le plan économique, social, culturel, due aux appétits financiers des compagnies en charge de ces transports peut conduire à la « *mort sociale* » des communes. Aussi, les îliens se mobilisent au moment où est en cours le renouvellement de la délégation de service public à la Compagnie Océane : celle-ci est détenue pour 66 % par Véolia Transdev, filiale de la multinationale Véolia et pour 25 % par la Caisse des Dépôt, c'est-à-dire l'État. Nombreuses sont les actions citoyennes locales. Tout comme se multiplient ailleurs les résistances contre les “Grand Projets inutiles”. Faire converger les exigences d'intervention démocratique des populations est une urgence. (Voir : upc56.fr)

Qui porte le chapeau ? Le président de GDF-Suez, Gérard Mestrallet, touchera, lors de son départ en 2016, une retraite supplémentaire de 830 000 euros par an, soit 48 SMIC annuels. Autant dire un chapeau en or. La CGT a demandé à l'État, actionnaire à 33,6 %, d'intervenir. Certes. Dans le même temps, pour satisfaire les actionnaires, l'entreprise a lancé un plan d'économies de 4,5 milliards d'euros, avec à la clé des suppressions nettes d'emplois, l'étranglement des fournisseurs, et l'augmentation des tarifs du gaz naturel. Quand les salarié-e-s producteurs de richesses et les usagers spoliés du service public de l'énergie décideront-ils de reprendre le pouvoir ? Qui leur donnera la main ?

Canigou contre Rosa Parks. Il ne s'agit quand même pas de la marque d'aliments pour tous, mais du - politiquement

neutre – pic des Pyrénées. À Elne, petite ville des Pyrénées-orientales (où avait été ouverte, en 1939, une maternité pour les mères espagnoles fuyant le franquisme), un vent mauvais souffle depuis le printemps. Au maire communiste a succédé un maire prétendument “sans étiquette” : les rues d'un lotissement récent, qui portaient les noms de femmes qui se sont illustrées pour leur combat dans l'humanitaire, la résistance ou le droit des femmes, viennent d'être rebaptisées : Lucie Aubrac, Madeleine Fillols, Lise London, Olympe de Gouges, Mère Teresa, Geneviève De Gaulle-Antonioz, Martha Desrumeaux, Rosa Park sont maintenant remplacées par les sommets régionaux. Et comme le mot “culture” gêne aussi l'équipe municipale bien (mal) pensante, la direction de ce nom est devenue “direction du développement et du patrimoine”. Une pétition est en cours : www.petitions24.net/elne_noms_de_rues_et_la_direction_de_la_culture.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

